

AMBASSADE DE FRANCE  
A BONN

# TÉLÉGRAMME CHIFFRÉ A L'ARRIVÉE

ORIGINE GOUML BERLIN

Date 27-6-1963

ADRESSÉ à: AMBAFRANCE BONN

N° 1567-73

COMMUNIQUÉ à: DIPLOMATIE PARIS

N° 1430-36

DATE ET HEURE  
D'ARRIVÉE

27-6-1963  
20 H 00

DATE ET HEURE  
DE DIFFUSION

28-6-1963  
9 H 00

DIFFUSION

PRIMATA 1

PRIMATA 2

DUPLICATA:

M. D'AUMALE

TRIPLICATA:

T'

00

ENCORE SOUS L'EFFET DU SUCCÈS CONSIDÉRABLE REMPORTÉ PAR LE PRÉSIDENT KENNEDY À BERLIN, ET DONT IL S'ATTRIBUE EN PARTIE LE MÉRITE, M. BRANDT A FAIT PREUVE CE MATIN, LORS DE LA RÉUNION MENSUELLE DES COMMANDANTS ET DU MAIRE, D'UNE ASSURANCE INHABITUELLE.

APRÈS AVOIR AU DÉBUT DE LA SÉANCE EXPRIMÉ AU MAIRE, AU NOM DE MES COLLÈGUES, NOS FÉLICITATIONS POUR L'INCONTES-  
TABLE RÉUSSITE DE LA VISITE AMÉRICAINE, J'AI ABORDÉ LA QUES-  
TION DE LA GARANTIE À ACCORDER EN CAS DE CRISE AUX BATAILLONS DE LA FORCE "B". J'AI ASSURÉ À NOS INTERLOCUTEURS ALLEMANDS QUE NOS SERVICES JURIDIQUES ÉTUDIAIENT UNE SOLUTION SUSCEP-  
TIBLE D'APPORTER DES APAISEMENTS AUX PRÉOCCUPATIONS DE CE CORPS, TOUT EN ÉVITANT DE DÉSORGANISER LES PLANS DE DÉFENSE ALLIÉS.

A PROPOS DE LA QUESTION DE LA LÉGISLATION FÉDÉRALE SUR L'ÉTAT D'URGENCE, LE MAIRE GOUVERNEUR A DÉPLORÉ LA PRO-  
CÉDURE SUIVIE PAR LES SERVICES DE LA KOMMANDATURA, POUR NOTI-  
FIER AU SÉNAT LE REJET GLOBAL DE CETTE LÉGISLATION; IL A EXPRIMÉ, SUR LE FOND MÊME DU PROBLÈME, LE SOUHAIT QUE LES AMBASSADES À BONN EXAMINENT DIRECTEMENT AVEC LES SERVICES FÉDÉRAUX CE QUI PEUT ÊTRE CONSERVÉ DE CETTE LÉGISLATION NO-  
TAMMENT DANS LES DOMAINES DU RAVITAILLEMENT, DES TRANSPORTS ET DE L'ÉCONOMIE.

LE BOURGMESTRE ESTIME ÉGALEMENT PEU SATISFAISANTE LA DÉCISION ALLIÉE SUR L'ACTIVITÉ DE LA POLICE CRIMINELLE DES TRANSPORTS; SELON LUI, LE BK/L (63) 19 NE RÉPOND PAS AUX PRÉOCCUPATIONS EXPRIMÉES PAR LE SÉNAT ET IL A FAIT REMETTRE EN SÉANCE AUX COMMANDANTS UNE NOTE SUR LES POINTS QUI LUI PA-



RAISSENT DEVOIR ÊTRE REVUS PAR LES ALLIÉS.

EN CE QUI CONCERNE LA CRÉATION DU NOUVEAU POINT DE PASSAGE DE RUDOW, M. BRANDT A PRIS TRÈS CATÉGORIQUEMENT POSITION EN FAVEUR DE SON MAINTIEN: "BERLIN NE DOIT PAS ÊTRE UN GHETTO ET SI NOS ADVERSAIRES OUVERT, MÊME DE MANIÈRE LIMITÉE ET À LEUR SEUL AVANTAGE UNE PORTE, CE N'EST PAS À NOUS DE LA FERMER".

QUANT À LA CRÉATION DE LA LIGNE SCHOENEFELD-VIENNE, LE MAIRE GOUVERNEMENT A DÉMENTI UNE FOIS DE PLUS AVOIR ÉTÉ INFORMÉ À L'AVANCE DES PROJETS AUTRICHIENS OU EST-ALLEMANDS; IL A RECONNU, PAR CONTRE, AVOIR ÉTÉ MIS AU COURANT DÈS LE 17 MAI, DU DÉSIR DES "AUSTRIAN AIRLINES" D'OUVRIR UNE LIAISON TEMPELHOF-VIENNE.

CE PROJET A ÉTÉ ÉTUDIÉ PAR LES SERVICES DU SÉNATEUR AUX TRANSPORTS ET RENVOYÉ AU CABINET DU MAIRE, LE 19 JUIN, AVEC L'AVIS QU'EN DÉPIT DES AVANTAGES QU'IL PRÉSENTE POUR LES BERLINOIS, IL DEVRAIT FAIRE L'OBJET D'UNE DEMANDE D'AUTORISATION AUX ALLIÉS PAR LES AUTRICHIENS.

CONFORMÉMENT AUX PRÉOCCUPATIONS DE NOTRE AMBASSADE (TÉLÉGRAMME N° 4555), J'AI PROFITÉ DE LA CIRCONSTANCE POUR MARQUER À M. BRANDT L'INTÉRÊT QU'IL Y AURAIT À CE QUE LES ALLIÉS SOIENT CONSULTÉS DANS DES QUESTIONS QUI, COMME CELLE-CI, TOUCHENT AU STATUT QUADRIPARTITE DE BERLIN. LE MAIRE A ADMIS QU'IL AURAIT DÙ ENTRETEENIR LES COMMANDANTS DES DÉMARCHES AUTRICHIENNES.

À PROPOS DE L'ÉTABLISSEMENT D'UNE ZONE INTERDITE AUTOUR DE BERLIN-OUEST PAR LE GOUVERNEMENT DE PANKOW, J'AI INDiqué AU MAIRE GOUVERNEUR QUE LES GOUVERNEMENTS ALLIÉS S'OCCUPAIENT ACTIVEMENT DE CETTE AFFAIRE QU'ILS ESTIMENT IMPORTANTE.

À LA QUESTION POSÉE À M. BRANDT SUR LES CONTACTS PRIS À L'EST PAR DES FONCTIONNAIRES DE LA CROIX-ROUGE ALLEMANDE ET INTERNATIONALE, LE PREMIER BOURGMESTRE A RÉPONDU QU'IL N'Y AVAIT PAS D'ÉLÉMENTS NOUVEAUX ET QUE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ÉTUDIAIT LA QUESTION POSÉE PAR CES INTERVENTIONS PRIVÉES.

MON COLLÈGUE ANGLAIS, A, DE SON CÔTÉ, DEMANDÉ À M. BRANDT QUELLE SIGNIFICATION IL ATTRIBUAIT À LA VENUE DE M. KHROUCHTCHEV À BERLIN-EST. LE MAIRE VOIT DANS CE DÉPLACEMENT LE SOUCI DU CHEF DU KREMLIN D'AFFIRMER SON AUTORITÉ SUR LES DÉMOCRATIES POPULAIRES; IL NE PENSE PAS, QUANT À LUI, QUE CE VOYAGE DONNE LIEU À DES DÉCISIONS SPECTACULAIRES./.

TOULOUSE.